

Des pacifistes devenus néoconservateurs

Les Verts, moteur du militarisme allemand

Récession économique, montée de l'extrême droite, politique étrangère erratique : l'Allemagne aborde les élections législatives anticipées du 23 février en situation de crise. Donnés favoris, les conservateurs devront composer avec les sociaux-démocrates, et peut-être aussi avec les Verts. Ce parti, naguère pacifiste, apparaît désormais comme le fer de lance du nouveau bellicisme allemand.

par [Fabian Scheidler](#)

0



Neo Rauch. – « Falle » (Piège), 2001

© ADAGP, Paris, 2025 - Christie's Images - Bridgeman Images

La stabilité, vertu cardinale outre-Rhin, n'est plus ce qu'elle était. Une crise politique précipite la tenue d'élections anticipées, qui se dérouleront le 23 février ; la récession ébranle depuis deux ans la première économie du continent européen. Frappé de plein fouet par l'envolée des prix de l'énergie consécutive aux sanctions européennes contre la Russie, le

cœur industriel allemand syncope : de grands groupes comme Volkswagen annoncent des suppressions de dizaines de milliers d'emplois, le nombre de faillites atteint son plus haut niveau depuis la crise financière de 2008, la désindustrialisation menace. En novembre dernier, la coalition des sociaux-démocrates (SPD), des Verts (Die Grünen) et des libéraux (FDP) a éclaté sur l'élaboration du budget 2025. La question du financement des livraisons d'armes à l'Ukraine a joué un rôle important. Le réarmement massif pèse en effet sur les finances. Après l'allocation de 100 milliards d'euros sur cinq ans pour l'armée décidée en 2022 par le chancelier Olaf Scholz, les Verts, le SPD et l'Union chrétienne-démocrate (CDU) évoquent un montant de 100 à 300 milliards d'euros supplémentaires — en plus du budget régulier de la défense (*Der Spiegel*, 16 février 2024). À l'exception de Die Linke et de l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), tous les partis s'accordent sur la nécessité d'un réarmement sans précédent dans l'histoire de la République fédérale. Mais ils divergent sur le mode de financement. La CDU, l'organisation d'extrême droite Alternative pour l'Allemagne (AfD) et les libéraux du FDP misent sur une réduction drastique des dépenses sociales, tandis que le SPD et les Verts préféreraient recourir à l'endettement — sans pour autant renoncer à former une coalition austéritaire avec les conservateurs dont le leader, M. Friedrich Merz, recommande d'« *oser plus de capitalisme* ». Le politiste Christoph Butterwegge craint une « *attaque frontale contre l'État social* » après les élections (*Taz*, 30 décembre 2024).

Impensable il y a encore quelques années, le nouveau militarisme allemand s'accompagne d'un profond changement de culture politique. Sur les affiches électorales sociales-démocrates, le ministre de la défense Boris Pistorius (SPD), qui a exigé une armée « *apte à faire la guerre avant 2029* », pose en tenue de combat, arme à la main — un retournement d'image spectaculaire pour l'ex-parti de la « détente », une politique de rapprochement avec l'Union soviétique qui avait valu le prix Nobel de la paix au chancelier Willy Brandt. Le virage le plus radical a été sans conteste pris par les Verts. Fondés en 1980 comme parti antiguerre, les Grünen se distinguent depuis quelques années en militants du réarmement. M. Anton Hofreiter, par exemple, qui a longtemps coprésidé le groupe parlementaire des Verts au Bundestag, réclame inlassablement « *des armes, des armes et encore des armes !* » (1) et reproche au SPD son refus de livrer des missiles à longue portée Taurus à l'Ukraine. Lors de la campagne de 2021, les Verts avaient au contraire insisté sur la nécessité de ne pas livrer d'armes aux régions en guerre ; à peine un an plus tard, la ministre Verte des affaires étrangères Annalena Baerbock déclarait : « *les livraisons d'armes aident à sauver des vies humaines* » (*Süddeutsche Zeitung*, 14 septembre 2022). Son prédécesseur de 1998 à 2005, M. Joschka Fischer, également dirigeant Vert, réclame même une bombe atomique européenne (*Die Zeit*, 3 décembre 2023), avec le soutien de journalistes réputés progressistes comme Ulrike Herrmann du quotidien *Taz* (2).

L'art de renier son histoire

Avec leurs partenaires de coalition, les Verts et les principaux partis d'opposition, la CDU et l'AfD, soutiennent également les guerres d'Israël au Proche-Orient. Deuxième fournisseur d'armes à Tel-Aviv après Washington, Berlin protège Israël financièrement et diplomatiquement. Alors que, dans le cas de l'Ukraine, le gouvernement fédéral se met en scène comme le défenseur intraitable du droit international, il le bafoue en aidant les Israéliens à commettre des crimes de guerre qu'Amnesty International et Human Rights Watch qualifient désormais de génocide (3). Ni Mme Baerbock ni le ministre de l'économie et vice-chancelier Robert Habeck, également candidat des Verts à la chancellerie, n'ont remis en question ces livraisons d'armes ou ne les ont conditionnées à l'arrêt des exactions à Gaza.

Du vert chlorophylle au vert kaki, la transformation du parti écologique frappe de stupeur les rares militants qui gardent en mémoire le programme fondateur (« *Das Bundesprogramm* ») de 1980 : « *La politique étrangère écologique est une politique non violente. (...) La non-violence ne signifie pas la capitulation, mais la garantie de la paix et de la vie par des moyens politiques plutôt que par des moyens militaires. (...) Le développement d'un pouvoir civil axé sur la valeur directrice de la paix doit aller de pair avec le début immédiat de la dissolution des blocs militaires, en particulier de l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique nord] et du pacte de Varsovie.* » En pleine guerre froide, le texte exigeait le « *démantèlement de l'industrie allemande de l'armement et sa reconversion vers une production pacifique* ».

Si la mue du parti pour la paix en parti de la guerre ne fut pas linéaire, le conflit au Kosovo marque indubitablement un tournant. La coalition des sociaux-démocrates et des Verts, dirigée par le chancelier Gerhard Schröder (SPD) et le ministre des affaires étrangères Fischer, décide au printemps 1999 la participation de l'Allemagne au bombardement de la Serbie par l'OTAN sans mandat du Conseil de sécurité. Le gouvernement violait ainsi la Charte de l'Organisation des Nations unies (ONU), le traité de Moscou et l'interdiction des guerres d'agression inscrite dans la Constitution allemande. Lors du congrès des Grünen de 1999, M. Fischer justifia ces infractions par ces mots : « *Plus jamais Auschwitz, plus jamais un génocide.* » La comparaison entre la guerre civile au Kosovo et Auschwitz suscita une lettre de protestation de survivants de la Shoah (4). Mais elle favorisa l'approbation de la guerre par le congrès du parti.

Assimiler les adversaires géopolitiques de l'Occident à Adolf Hitler et à l'extermination des Juifs pour légitimer des interventions militaires fait désormais partie du répertoire des Verts. En avril 2022, l'un d'entre eux, l'ancien ministre de l'environnement Jürgen Trittin, traçait un parallèle entre le massacre de civils ukrainiens par des soldats russes à Boutcha (environ deux cents victimes civiles selon l'ONU) et les atrocités commises à l'Est par les groupes d'intervention SS, qui avaient tué sur place des centaines de milliers de Juifs.

L'évolution de la politique étrangère défendue par le parti écologiste au fil des décennies dessine un alignement progressif sur les positions des néoconservateurs américains. La promotion et la défense des « valeurs occidentales », le cas échéant au moyen d'interventions militaires, ont été soutenues par des cercles de réflexion atlantistes auxquels participent nombre de personnalités vertes de premier plan. Mme Baerbock — qui dit s'inspirer de l'ancienne secrétaire d'État américaine Madeleine Albright (5) — a notamment été membre invitée du German Marshall Fund. La plupart des présidents du parti des deux dernières décennies, dont M^{mes} Claudia Roth et Katrin Göring-Eckardt, MM. Cem Özdemir et Reinhard Bütikofer, étaient membres de l'Atlantik-Brücke, un réseau de banquiers, stratèges militaires, journalistes et politiciens décidés à raffermir les relations germano-américaines. M. Omid Nouripour, président du parti jusqu'en novembre 2024, siège d'ailleurs au conseil d'administration de l'organisation. M. Özdemir, aujourd'hui ministre de l'agriculture, signait dès 2004 une lettre ouverte de la « boîte à idées » néoconservatrice américaine Project for the New American Century appelant à développer une politique moins accommodante vis-à-vis de la Russie (6).

Du point de vue des États-Unis, la cooptation des dirigeants Verts a porté ses fruits : le parti, jadis favorable à la dissolution de l'Alliance atlantique, milite désormais ardemment pour son élargissement et la militarisation de la politique étrangère. Dans la confrontation à la Chine, les Verts s'alignent aussi aux côtés des « faucons » américains — toujours au nom des

« valeurs ». Un tel basculement a enfoncé un coin entre les mouvements écologistes et pacifistes, dont le lien démultipliait autrefois l'assise et la force politique de ces deux milieux.

Dans ce processus de conversion, une personnalité a joué un rôle-clé : M. Ralf Fücks, autrefois maoïste, puis codirecteur pendant plus de deux décennies de la Fondation Heinrich-Böll, liée aux Verts, et aujourd'hui directeur du Zentrum Liberale Moderne, un think tank qui défend les « démocraties libérales » contre les « régimes autoritaires » au moyen du réarmement et de l'atlantisme. L'État allemand finance en grande partie cette organisation prétendument non gouvernementale. Dès la fin des années 1980, M. Fücks militait avec M. Daniel Cohn-Bendit dans une tendance qui s'efforçait de détourner les Verts de leur anticapitalisme comme de leur pacifisme. En 1998, pourtant, le programme pour les élections fédérales revendiquait encore « *un ordre de paix et de sécurité paneuropéen* » susceptible de « *remplacer l'OTAN et [d']offrir la condition préalable à un désarmement complet* » (7). L'entrée des Verts au gouvernement fédéral et la guerre du Kosovo enterreront définitivement ces promesses électorales.

Le tournant a été soutenu par la transformation sociologique de l'électorat vert : les classes moyennes contestataires des années 1970 forment deux décennies plus tard les couches aisées, urbaines et diplômées de la société où le parti recrute désormais ses sympathisants (8). Soixante-dix-huit pour cent d'entre eux se disent favorables à la poursuite de la livraison d'armes à l'Ukraine, soit plus que ceux de tout autre parti. Pourtant, seuls 9 % se déclarent prêts à défendre l'Allemagne les armes à la main — moins que ceux de tout autre parti (9). Combattre la Russie jusqu'au dernier Ukrainien offre une solution à cet engagement militaire au nom des « valeurs occidentales ».

Berlin seul entre les blocs

Depuis février 2022, les positions des Verts en matière de politique étrangère comptent parmi les plus bellicistes. Immédiatement après l'invasion russe, Mme Baerbock annonçait, comme nombre de dirigeants occidentaux, qu'il faudrait « *ruiner la Russie* » (10). « *Nous renvoyons la Russie de Vladimir le Terrible à l'époque des années 1960 du siècle dernier !* », détaillait M. Trittin devant le Bundestag le 6 avril 2022, ajoutant que les sanctions devraient s'appliquer même après la fin de la guerre. Les Verts ont combattu toute solution diplomatique, alors même que les chefs d'état-major américains et ukrainiens constataient l'impasse militaire. Cette stratégie visant à détacher l'Union européenne de la Russie se paie au prix du déclin industriel de l'Allemagne. D'éventuels tarifs douaniers imposés par l'administration de M. Donald Trump ne manqueraient pas de l'exacerber, tout comme le découplage croissant de l'Allemagne par rapport à la Chine : la nation exportatrice se trouve de plus en plus seule entre les grands blocs. Cela ne semble pas traumatiser les dirigeants écologistes, dont la base électorale travaille plutôt dans les services.

Bien que le nombre d'adhérents ait doublé entre 2017 et 2024, les Grünen ont pratiquement divisé leur score par deux lors des élections européennes de 2024 (11,9 %, contre 20,5 % en 2019). L'hémorragie se révèle particulièrement importante chez les jeunes. En septembre dernier, les trois scrutins régionaux à l'Est ont sonné comme trois gifles : le mouvement ne participe plus aux gouvernements ni en Thuringe, ni au Brandebourg, ni en Saxe. Dans les deux premiers cas, il ne franchit pas la barre des 5 %, qui permet d'accéder aux parlements régionaux. En réaction, la direction des Grünen a démissionné. Avant cela, le comité directeur de l'organisation de jeunesse avait quitté le parti en bloc au motif que le cours pris par ce dernier devenait incompatible avec ses idéaux (11). Toutefois, l'équipe dirigeante n'envisage

aucun changement de cap. Le chef de file des Verts, M. Robert Habeck, exige que l'Allemagne consacre à l'avenir 3,5 % du produit intérieur brut (PIB) aux dépenses militaires. Un tiers du budget national serait alors investi dans le secteur économique le plus nuisible au climat. L'option consistant à positionner l'Allemagne et l'Europe comme forces de paix entre les blocs dans la nouvelle réalité géopolitique n'est même pas évoquée.

Fabian Scheidler

Journaliste, auteur de *La Fin de la mégamachine*, Seuil, Paris, 2020.

(1) Lenz Jacobsen, Ferdinand Otto et Michael Schlieben, « [Der Waffengang](#) », *Die Zeit*, Hambourg, 15 avril 2022.

(2) Ulrike Herrmann, « [Ja zur Atombombe](#) », *Taz*, Berlin, 15 février 2024. Lire aussi Pierre Rimbart et Anne-Cécile Robert, « [Une vertu bombardière](#) », *Le Monde diplomatique*, novembre 2024.

(3) Lire aussi Akram Belkaïd, « [Israël accusé de génocide](#) », *Le Monde diplomatique*, janvier 2025.

(4) [Der Tagesspiegel](#), Berlin, 23 avril 1999.

(5) « [Baerbock würdigt verstorbene frühere US-Außenministerin Madeleine Albright](#) », 24 mars 2022.

(6) « [An open letter to the heads of state and government of the European Union and NATO](#) », Project for the New American Century, 28 septembre 2004.

(7) [Bündnis 90 - Die Grünen](#), *Grün ist der Wechsel. Programm zur Bundestagswahl*, 1998.

(8) Lire Olivier Cyran, « [À Hambourg, dans le laboratoire de l'écolo-bourgeoisie](#) », *Le Monde diplomatique*, août 2011.

(9) « [Nur 17 Prozent der Deutschen bereit zur Landesverteidigung mit der Waffe](#) », 20 décembre 2023.

(10) « [Baerbock über Sanktionspaket : "Das wird Russland ruinieren"](#) », RedaktionsNetzwerk Deutschland, 25 février 2022.

(11) « [Grüne Jugend im Wortlaut : Darum verlassen wir die Partei](#) », 26 septembre 2024.